

64-1897
Environnement
Réf: FB

SOUS-PREFECTURE D'APT

ARRETE COMPLEMENTAIRE

N° 8 du 29 janvier 2008

autorisant la Société PRORoch
à utiliser le havage comme méthode d'exploitation
dans sa carrière de calcaire sise sur le territoire de la
commune de MENERBES, au lieu-dit "Soubeyran"

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code minier et notamment son article 107 ;
- VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives et notamment ses titres "Règles Générales" (articles 63 et 65 § 3) et "Equipements de travail"(articles 3, 13 et 14);
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières pris en application de l'article 107 du code minier ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 882 du 7 mars 1990 autorisant la Société PIERRES du LUBERON à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de MENERBES, lieu-dit "Soubeyran" ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 5 du 19 janvier 1998 portant modification du titulaire de l'autorisation au bénéfice de la Société CARRIERES du LUBERON ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 129 du 4 août 1999 modifiant les garanties financières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 158 du 24 octobre 2003 autorisant la Société PRORoch à se substituer à la Société CARRIERES du LUBERON pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU la demande d'autorisation, en date du 3 décembre 2007, d'utiliser le havage comme élément de méthode d'exploitation de la carrière susvisée, adressée par la Société PRORoch ;

VU le document de sécurité et de santé établi par l'exploitant en application de l'article 7 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 précité, et le dossier de prescriptions relatif à l'emploi de la machine haveuse ;

VU le rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées du 17 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI 2007-10-17-0014-PREF du 17 octobre 2007, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 du titre « équipement de travail » du règlement général des industries extractives impose à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin que les équipements de travail soient appropriés au travail à réaliser et choisis en fonction des conditions et des caractéristiques spécifiques du travail ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 65 du titre « règles générales » du règlement général des industries extractives, il doit être sollicité une autorisation particulière pour l'utilisation du havage comme élément d'une méthode d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les principes définis dans la demande d'autorisation susvisée et complétée par les dispositions du présent arrêté paraissent de nature à prévenir les risques présentés (notamment interdiction d'accès à la zone dangereuse pendant le fonctionnement de la machine) ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

ARRETE

Article 1^{er}

Le havage utilisé comme méthode d'exploitation de la carrière de pierre de taille, susvisée, destiné à obtenir des blocs de pierre parallélépipédiques, est autorisé sous réserve des dispositions ci-après.

Cette autorisation est valable pendant la durée d'exploitation de la carrière définie dans l'arrêté préfectoral susvisé du 7 mars 1990 modifié en dernier lieu le 24 octobre 2003.

Article 2

2.1. Le document de santé et de sécurité établi en application de l'article 7 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 précité, devra préciser notamment les mesures prises pour assurer la sécurité et la santé du personnel en ce qui concerne l'utilisation du matériel de havage.

Notamment les principes suivants seront retenus :

- utilisation de barrières métalliques constituant une protection périmétrique (barrière conçue et réalisée de manière telle que la pénétration à l'intérieur de la zone délimitée nécessite un effort ou une dégradation de la protection et constitue un acte délibéré), pour interdire l'accès à la zone dangereuse ;
- affichage de l'interdiction d'accès ;
- délimitation de la zone dangereuse de façon à empêcher tout contact avec les éléments dangereux y compris ceux consécutifs à une chute éventuelle ;
- mise en place des cales, machines à l'arrêt exclusivement avec prise de mesures pour empêcher la remise en marche inopinée ;
- mise en place de dispositifs d'arrêt d'urgence de la machine ;
- formation et consigne ;

2.2. – Les dispositions ci-dessus et leurs conditions d'application seront intégrées dans le dossier de prescriptions de la machine établi en application du titre "Equiperment de Travail".

Article 3

Toutes modifications envisagées par l'exploitant sur sa méthode d'exploitation et/ou les conditions de mise en œuvre du havage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande de dérogation ou des prescriptions du présent arrêté, seront portées, avant leur réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 4 – Recours

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-116 sus visé, les décisions prises en application de l'article 107 du code minier peuvent faire l'objet d'un recours devant le ministre chargé des mines qui statue après avis du conseil général des mines.

Article 5 : Information

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de MENERBES, pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'Apt par le Maire de MENERBES.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.


Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet d'Apt et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de Vaucluse.

Article 6 : Exécution

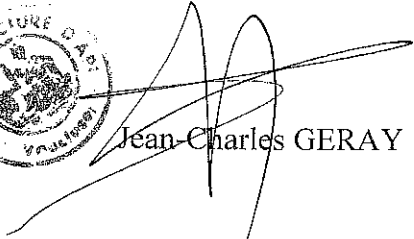
Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, le Maire de MENERBES, le commandant de la compagnie de gendarmerie d'APT, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire de MENERBES. Une copie du présent arrêté sera également adressée à Madame et Messieurs le Directeur Régional de l' Industrie, de la Recherche et de l' Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et le Président du Parc Naturel Régional du Luberon.

APT, le 29 janvier 2008

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général

Guy QUENNESSON




Jean-Charles GERAY